



# UNION INTERPARLEMENTAIRE

New York, le 15 mars 2013

## **Groupe de travail à composition non limitée de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable**

### **Organisation des Nations Unies**

#### **Allocution de Miguel Bermeo Observateur permanent**

Monsieur le Président,  
Distingués représentants,

Je suis très heureux de l'occasion qui m'est donnée de vous dire combien les parlements tiennent à participer à la mise en place d'un nouveau cadre pour le développement et à la définition des objectifs correspondants, alors que l'échéance fixée pour les OMD, 2015, est toute proche.

Nous souscrivons sans réserve au processus ouvert et inclusif qui est piloté par votre groupe de travail. Associer les parlements à la définition des objectifs de développement durable (ODD) à ce stade précoce du processus se traduira nécessairement, au final, par une meilleure appropriation nationale. En raison de leurs fonctions législative et budgétaire, les parlements auront évidemment un rôle crucial à jouer lors de la mise en œuvre des ODD. C'est la raison pour laquelle, dans la résolution de l'année dernière sur "l'interaction entre l'ONU, les parlements nationaux et l'UIP", l'Assemblée générale a convié l'UIP à "apporter une contribution des parlementaires à l'élaboration de la nouvelle génération d'objectifs de développement mondiaux".

En gardant ce qui précède à l'esprit, je voudrai, en quelques minutes, vous indiquer comment nous envisageons la participation des parlements tant dans le cadre du processus général qu'en ce qui concerne le fond.

Nous ne manquons pas de faire rapport régulièrement aux 160 parlements nationaux des débats en cours et nous nous employons à encourager les parlementaires à prendre part aux diverses consultations organisées en vue de l'élaboration des ODD. Ainsi, l'UIP a organisé une table ronde à laquelle ont participé des membres du Groupe de personnalités de haut niveau lorsqu'il s'est réuni à Monrovia et compte se livrer à un exercice analogue lors de la prochaine réunion du Groupe, qui aura lieu à Bali. Dans le même temps, nous encourageons les parlementaires à participer aux consultations nationales qui ont lieu partout dans le

monde et à répondre à l'enquête *My World*, initiative des plus novatrices qui vise à recueillir l'opinion des citoyens du monde.

Dans une semaine, tous nos membres se réuniront à Quito (Equateur) à l'occasion de la 128<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP pour débattre du "bien vivre", finalité ultime du développement et du progrès. Un tel thème implique nécessairement que l'on s'interroge sur le développement durable et sur le fait que le développement ne saurait se réduire à une simple question de croissance économique et de PIB.

Comprendre ce que signifie le "bien vivre" et comment les politiques peuvent y contribuer offre une perspective unique à partir de laquelle les nouveaux objectifs de développement pourront être définis.

Une autre contribution importante au débat viendra de l'Audition parlementaire conjointe ONU-UIP qui se tiendra ici à New York à la fin de l'année. Cette manifestation phare, qui chaque année rassemble quelque 200 parlementaires, se penchera sur les propositions qui auront été formulées par votre groupe de travail et des processus connexes.

Nous espérons être, à l'issue de ces diverses consultations, en mesure de vous faire quelques propositions dans les mois à venir. Une idée que nous approfondirons à Quito, et qui a déjà été discutée dans ses grandes lignes à la table ronde parlementaire de Monrovia, a trait à la gouvernance démocratique, envisagée comme une fin en soi et comme un catalyseur du développement durable.

Le rôle de la gouvernance démocratique dans le développement est à présent communément admis. Après un débat de plus de 10 ans et les divers engagements de haut niveau qui ont été pris ici à l'ONU, il est clair pour tout le monde que le développement durable doit nécessairement être représentatif de la volonté des peuples et reposer sur la transparence et l'obligation de rendre compte. Des principes tels que la participation, la transparence et la responsabilité sont au cœur même de la notion de gouvernance démocratique et devraient présider au fonctionnement de toutes les institutions politiques et à la conduite des affaires publiques à tous les niveaux.

Etant donné cette communauté de vue, la question est maintenant de savoir s'il faut faire de la gouvernance démocratique un objectif en soi ou si elle doit s'appliquer de manière transversale aux autres objectifs. A Quito, nous demanderons à un large échantillon de parlementaires de toutes les régions du monde comment ils envisagent la gouvernance démocratique et nous espérons que leurs réponses nous donneront de nouvelles pistes de réflexion. Un atelier que nous organiserons à Quito devrait nous permettre de développer plus avant d'éventuels objectifs et indicateurs de gouvernance démocratique et de mieux cerner comment les adapter à différents contextes et situations. Cela ne sera pas facile, mais nous espérons qu'en fin de compte il nous sera possible de ménager un espace à la gouvernance démocratique dans le nouvel ensemble d'objectifs qui sera adopté.

Enfin, nous nous réjouissons à l'idée d'offrir au groupe de travail des suggestions plus concrètes sur les diverses propositions qui seront faites dans les mois à venir. Les défis que doit relever la communauté mondiale sont tellement complexes qu'ils exigent créativité et innovation. Au moment où vous vous lancez dans cet ambitieux exercice, je tiens à vous assurer de notre soutien sans réserve et de notre pleine coopération.

Je vous remercie.